

Parti Communiste Français



Jean LOLIVE

Député sortant
Ouvrier cimentier — Ancien
combattant — Déporté politique
à Mauthausen — Maire de Pantin

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Il y a quatre ans, vous m'élisiez député pour défendre vos intérêts à l'Assemblée Nationale.

Depuis, bien que les pouvoirs de l'Assemblée aient été considérablement réduits, avec mon Parti, je me suis employé à défendre partout et en toutes occasions, vos aspirations:

Dans les débats relatifs à l'Algérie, avec les autres députés communistes, je suis intervenu dès le début en faveur de la négociation, de la Paix, afin d'aboutir à une libre coopération entre la France et l'Algérie.

Dans le domaine économique et social, j'ai pris avant tout, la défense des revendications des travailleurs en combattant la politique de vie chère du gouvernement et en réclamant l'augmentation des salaires et traitements, le relèvement des retraites vieillesse, des prestations familiales, la construction de logements, etc.

Par ailleurs, j'ai participé activement à l'action du Parti Communiste Français pour la défense de l'école laïque et de ses maîtres.

Sur le plan de chaque localité, je me suis efforcé d'être toujours à la disposition de tous les électeurs et de toutes les organisations pour soutenir leurs justes revendications.

C'est pour que le député de la circonscription puisse poursuivre son activité au service de la population laborieuse, que le Parti Communiste Français vous appelle à nouveau à voter massivement pour son programme de progrès social de Paix et de rénovation nationale.

Ainsi vous confirmerez votre vote du 28 octobre condamnant le pouvoir personnel, qui donnait dans la circonscription une majorité de 26.927 NON.

De même, vous condamnerez ceux qui portent la responsabilité d'une situation catastrophique pour le pays et son peuple laborieux.

Un bilan de difficultés

Pour l'ensemble des travailleurs salariés c'est la réduction constante des salaires alors que les grandes sociétés industrielles et bancaires réalisent de fabuleux profits. C'est la hausse incessante du coût de la vie qui réduit le pouvoir d'achat des salaires, des prestations familiales, des retraites vieillesse déjà insuffisantes. Les artisans et les petits commerçants sont sacrifiés aux intérêts des monopoles. La laïcité est foulée aux pieds. Les factieux peuvent s'infiltrer dans les rouages de l'Etat grâce aux complicités du pouvoir gaulliste.

En politique extérieure, c'est la France mise à la remorque des revanchards allemands, et l'engloutissement de sommes fantastiques dans une force de frappe atomique aussi vaine que désastreuse.

Voilà le bilan de la politique rétrograde et antinationale du pouvoir des banques, dont l'U.N.R. toute de soutien inconditionnel au pouvoir personnel porte l'écrasante responsabilité. Voilà le bilan que le candidat U.N.R. BELLOT se gardera bien de tracer, lui qui représente les intérêts des grandes sociétés capitalistes comme la Polymécanique, Marchal-Forges, les Jambons Français, Ronéo et Bendix.

Et c'est par crainte du mécontentement populaire grandissant, que de Gaulle a organisé son récent plébiscite visant à liquider les derniers vestiges de la démocratie.

Pas de retour au passé

Absolument opposés au pouvoir personnel, nous ne voulons pas revoir les gouvernements du passé qui étaient instables parce qu'ils tournaient le dos à la volonté populaire et s'appuyaient sur l'alliance des dirigeants socialistes avec des réactionnaires fiéffés, en même temps que les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Repoussant toute collusion avec la droite réactionnaire tournée vers le passé, le Parti Communiste Français préconise L'UNION DE TOUTES LES FORCES OUVRIERES ET DEMOCRATIQUES, L'UNITE D'ACTION DES COMMUNISTES, DES SOCIALISTES DES REPUBLICAINS DE TOUTES NUANCES.

Vers une démocratie nouvelle

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme ni d'un seul parti, mais de toutes les énergies nationales et démocratiques. C'est dans cet esprit que le Parti Communiste Français prévoit :

SUR LE PLAN POLITIQUE

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution démocratique assurant réellement la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'école et de l'Etat, la garantie des libertés politiques et syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

— La nationalisation des monopoles capitalistes et la participation des syndicats à la gestion du secteur nationalisé.

— L'augmentation générale des salaires, traitements et retraites, la réduction du temps de travail et les quatre semaines de congés payés par an.

— Des mesures pour empêcher de nouvelles fermetures d'usines avec les licenciements qui en découlent.

— La construction en grand nombre de logements H.L.M. à des loyers abordables dont immédiatement 7.000 pour les mal-logés de la circonscription.

— La réforme démocratique de l'Enseignement, afin d'assurer l'éducation générale et la formation professionnelle, pour tous les jeunes : dans les quatre localités construction d'écoles, de collèges techniques, et lycées nécessaires à la jeunesse de ce secteur.

— Sur le plan de chaque localité : le soutien actif des programmes revendicatifs (colonie de vacances, protection de l'enfance, aide aux vieux, aux jeunes ménages), l'aménagement des îlots à rénover tout en préservant les intérêts des habitants actuels, le soutien des expropriés de l'autoroute du Nord, les réalisations en faveur de la jeunesse.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— L'opposition aux entreprises du militarisme allemand et une politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général et contrôlé.

— Dans le cadre du règlement pacifique du problème allemand la réalisation d'une véritable réconciliation du peuple français et du peuple allemand en vue de la paix entre les peuples.

— La coopération économique et culturelle avec tous les pays.

C'EST SEULEMENT UN GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE S'APPUYANT SUR LE PEUPLE, RESPONSABLE DEVANT LES ELUS, QUI REALISERA UN TEL PROGRAMME.

Pour y aboutir, pour assurer la continuité de votre NON au référendum, il faut battre les candidats de la réaction.

Il faut battre dans notre circonscription le candidat U.N.R. BELLOT, le candidat des banques, le porte-drapeau de ceux qui sont responsables du bilan de réaction, de misère et de guerre que le pays dresse aujourd'hui.

Il faut battre le successeur du factieux DIDES qui regut dans ce secteur l'investiture U.N.R. en 1958.

Il faut empêcher que renaissent les alliances contre nature qui conduiraient les travailleurs socialistes à mêler leurs voix à celles du M.R.P. dont les compromissions antirépublicaines et antilaïques favorisent le pouvoir personnel, nuisent aux intérêts de la démocratie et à l'avenir de la France.

C'est pourquoi, dimanche 18 novembre

*Vous tous, travailleurs démocrates, socialistes, républicains,
vous bloquerez vos voix sur le candidat d'Union des
forces démocratiques et nationales,*

Vous voterez, vous ferez voter,

Jean LOLIVE

Député sortant — Maire de Pantin

Jacqueline CHONAVEL

Maire de Bagnolet — Suppléant

ATTENTION : Cette circulaire ne peut être utilisée comme bulletin de vote. Tout bulletin taché ou rayé sera nul. N'écrivez rien sur votre bulletin de vote, ne rayer aucun des deux noms sous peine de nullité de votre bulletin de vote.